Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 18 (1926)
Heft: 8

Artikel: Les prix des denrées alimentaires dans le pays et à l'étranger
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383600

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

guide pour les organisations, qui ne devront le faire leur que dans la mesure où les contingences économiques et sociales et même les circonstances politiques le leur permettront, il n'y a rien à y redire, et on peut conclure qu'en fait ceux qui président aux destinées du syndicalisme communiste ou prétendûment tel, sont pour le moins aussi opportuniste que les dirigeants de la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, dénoncés par eux comme des timorés et des indécis.

Ce programme appelle cependant de notre part certaines remarques. Il contient, en effet, à côté de revendications que nous pouvons faire nôtres, des desiderata auxquels nous ne saurions nous rallier. D'autre part, l'analyse de ce programme fait découvrir certaines choses qui infirment les affirmations de principe auxquelles nous ont accoutumés les bolchévistes.

Par exemple, nous sommes de l'avis de l'Internationale syndicale rouge quand elle réclame la journée de huit heures, l'augmentation des salaires réels, la liberté d'action pour les organisations syndicales, la refonte des régimes fiscaux dont les charges, actuellement, accablent les ouvriers, la démocratie ouvrière dans les syndicats; et nous l'approuvons aussi lorsqu'elle veut lutter contre la guerre et travailler au rapprochement des travailleurs par-dessus les frontières.

Au fond, il s'agit là, simplement, d'un programme « réformiste », un programme qui n'a, en effet, rien de révolutionnaire, si l'on attache à ce terme la signification que lui donnent généralement ceux qui se réclament du communisme orthodoxe, et nombre des points de ce programme ont été d'ailleurs réalisés dans des pays où les travailleurs sont loin d'épouser les théories bolchévistes.

Par contre, nous ne voulons pas suivre l'Internationale syndicale rouge quand elle invite les syndicats à lutter contre la Société des nations et contre le Bureau international du travail, représentés par elle comme des organismes de collaboration de classes. Nous voulons volontiers admettre que ces institutions ne sont point parfaites et qu'elles sont susceptibles de perfectionnement. Mais il en est ainsi de toutes les institutions nouvelles que la classe ouvrière organisée a arrachées à l'égoïsme des classes possédantes; elles ne donnent jamais complète satisfaction d'emblée, mais, à force de persévérance et d'énergie, elles finissent par s'imposer au respect de tous.

Les institutions de la Russie soviétique ne se trouvent-elles pas justement dans ce cas? Ne serait-il pas puéril d'affirmer qu'elles ont fait leurs preuves, toutes, et qu'elles n'ont dû et ne devront encore subir de profonds changements avant de pouvoir être considérés comme des institutions à l'abri de tout reproche?

On nous dira peut-être qu'une comparaison n'est pas possible entre les pays où le capitalisme règne encore et la Russie, où le prolétariat s'est emparé du pouvoir et a maîtrisé le capitalisme. Mais cela aussi prête à caution, car il y a certaines histoires de concessions au capitalisme étranger qui prouvent qu'on aurait tort de considerér la Russie comme un pays ayant définitivement passé le stade qui conduit du capitalisme au socialisme. Les nécessités économiques y ont été plus fortes que la volonté des hommes, et il a bien fallu composer avec elles, donc faire fi, momentanément du moins, des principes au nom desquels les Russes prétendent cependant faire la leçon aux autres.

Il est très étonnant, d'autre part, que les leaders de l'Internationale syndicale rouge croient aujourd'hui à l'applicabilité de certaines « réformes », qu'ils représentaient hier comme étant d'une réalisation impossible en régime capitaliste. Hier, lutter contre « l'abaissement du niveau d'existence » et pour « le transfert des charges fiscales de façon qu'elles pèsent sur les classes possédantes », c'étaient de dangereuses illusions et l'action des « réformistes » tendant à réaliser ces revendications, procédait, disait-on, de la plus basse démagogie. Aujourd'hui, changement de ton: on s'est aperçu que l'on faisait fausse route et on reconnaît implicitement que l'amélioration du sort de la classe ouvrière en régime capitaliste n'est pas un mirage.

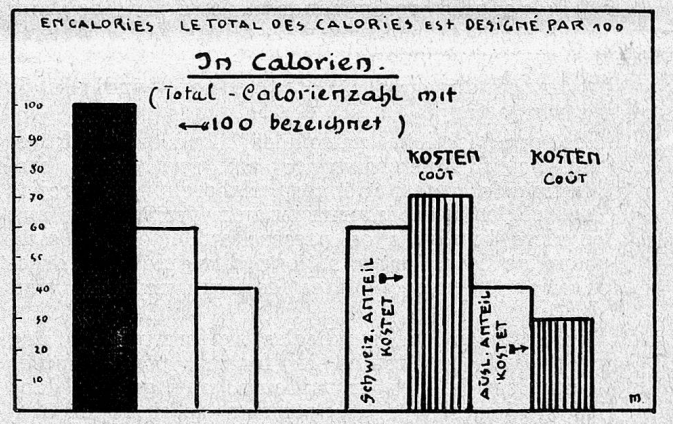
Contradiction? Peut-être, mais surtout retour aux principes du syndicalisme socialiste qui, sans méconnaître les difficultés de sa tâche, tend à faire besogne utile, besogne positive, en ne s'embarrassant pas de formules toutes faites. Et il n'est pas moins révolutionnaire pour cela!

P. van Maldere.

(Du *Mouvement syndical belge.*)

Les prix des denrées alimentaires dans le pays et à l'étranger

La Suisse a un besoin total d'alimentation en calorie (chaleur). On peut le comparer à 100. Quand ces 100 unités alimentaires se payent avec 100 unités d'argent, les 60 unités alimentaires que *notre pays* peut produire, coûtent 70 unités d'argent, tandis que les 40 unités alimentaires que nous fournit *l'étranger* ne nous coûtent que 30 unités d'argent. Le tableau attire donc indirectement notre attention sur le renchérissement surélevé des produits agricoles du pays. Il montre de même que la Suisse ne peut nourrir que les $^3/_5$ de la population. Si l'on ne pouvait importer ce qui nous manque, les $^2/_5$ de la population devrait s'expatrier ou mourir de faim.



Les salaires et le coût de la vie aux Etats-Unis

Les «Information sociales», publication hebdomadaire du Bureau international du travail, publient les chiffres comparatifs concernant les modifications de salaires et du coût de la vie, qui ont eu lieu aux Etats-Unis, au cours de ces dernières années.

Le tableau suivant indique, au moyen de nombres-indices, la moyenne des modifications qui se sont produites dans les taux des salaires horaires syndicaux et dans le coût de la vie de la classe ouvrière, pendant la période 1906—1925, les chiffres afférents à chaque année étant indiqués en fonction de la moyenne de 1913 (= 100). Dans la dernière colonne, ces chiffres ont été combinés de manière à montrer la valeur relative du